

**RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES
SUR LES COMPTES ANNUELS**

Exercice clos le 31 décembre 2024

FEDEPOM
Fédération Nationale des Négociants en Pomme de Terre,
Ail, Oignon, Echalote, Légumes en gros

43-45 rue de Naples

75008 PARIS

Ce rapport contient 17 pages

A l'assemblée générale de la fédération FEDEPOM,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de FEDEPOM relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de votre association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenus et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérification des documents adressés aux membres

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents adressés aux membres sur la situation financière et les comptes annuels

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Coutiches, le 22 mai 2025

Le commissaire aux Comptes

JCT AUDIT



Nicolas ZOWEZAK

Bilan

Présenté en Euros

ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
Immobilisations incorporelles					
Frais d'établissement					
Frais de recherche et développement					
Concessions, brevets, droits similaires					
Fonds commercial					
Autres immobilisations incorporelles	12 650	12 650			
Immobilisations incorporelles en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations incorporelles					
Immobilisations corporelles					
Terrains					
Constructions					
Installations techniques, matériel et outillage industriels					
Autres immobilisations corporelles	38 829	38 237	592	1 266	- 674
Immobilisations grevées de droit					
Immobilisations en cours					
Avances et acomptes sur immobilisations corporelles					
Immobilisations financières					
Participations					
Créances rattachées à des participations					
Titres immobilisés de l'activité de portefeuille					
Autres titres immobilisés	8		8	8	
Prêts					
Autres immobilisations financières	800		800	800	
TOTAL (I)	52 287	50 887	1 400	2 074	- 674
Stocks en cours					
Matières premières, approvisionnements					
En-cours de production de biens et services					
Produits intermédiaires et finis					
Marchandises					
Avances et acomptes versés sur commandes	55 386		55 386		55 386
Créances usagers et comptes rattachés	109 661	551	109 110	92 591	16 519
Autres créances					
. Fournisseurs débiteurs				37 620	- 37 620
. Personnel					
. Organismes sociaux	867		867	2 043	- 1 176
. Etat, impôts sur les bénéfices	6 884		6 884	12 285	- 5 401
. Etat, taxes sur le chiffre d'affaires	2 194		2 194	8 551	- 6 357
. Autres					
Valeurs mobilières de placement	350 000		350 000		350 000
Instruments de trésorerie					
Disponibilités	360 522		360 522	675 725	- 315 203
Charges constatées d'avance	34 519		34 519	8 388	26 131
TOTAL (II)	920 033	551	919 482	837 204	82 278
Charges à répartir sur plusieurs exercices (III)					
Primes de remboursement des emprunts (IV)					
Ecart de conversion actif (V)					



ACTIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)			Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
	Brut	Amort.prov.	Net	Net	
TOTAL ACTIF	972 320	51 438	920 882	839 279	81 603



Bilan(suite)

Présenté en Euros

PASSIF	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation
Fonds associatifs et réserves			
Fonds propres			
. Fonds associatifs sans droit de reprise			
. Ecart de réévaluation			
. Réserves			
. Report à nouveau	679 824	575 278	104 546
. Résultat de l'exercice	99 612	104 546	- 4 934
Autres fonds associatifs			
. Fonds associatifs avec droit de reprise			
. Apports			
. Legs et donations			
. Résultats sous contrôle de tiers financeurs			
. Ecart de réévaluation			
. Subventions d'investissement sur biens non renouvelables			
. Provisions réglementées			
. Droits des propriétaires (commodat)			
TOTAL (I)	779 436	679 824	99 612
Provisions pour risques et charges			
TOTAL (II)			
Fonds dédiés			
. Sur subventions de fonctionnement	34 813	36 063	- 1 250
. Sur autres ressources			
TOTAL (III)	34 813	36 063	- 1 250
Dettes			
Emprunts et dettes assimilées			
Avances et acomptes reçus sur commandes en cours	1 281	19 200	- 17 919
Fournisseurs et comptes rattachés	8 437	38 435	- 29 998
Autres	64 916	65 756	- 840
Instruments de trésorerie			
Produits constatés d'avance	32 000		32 000
TOTAL (IV)	106 634	123 391	- 16 757
Ecart de conversion passif (V)			
TOTAL PASSIF	920 882	839 279	81 603
Engagements reçus			
Legs nets à réaliser			
. acceptés par les organes statutairement compétents			
. autorisés par l'organisme de tutelle			
Dont en nature restant à vendre			
Engagements donnés			



Compte de résultat

Présenté en Euros

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)		Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
	France	Exportations	Total	Total	
Produits d'exploitation					
Ventes de marchandises					
Production vendue biens					
Production vendue services	10 251		10 251	43 172	- 32 921 -76,26
Montants nets produits d'expl.	10 251		10 251	43 172	- 32 921 -76,26
Autres produits d'exploitation					
Production stockée					
Production immobilisée					
Subventions d'exploitation			152 143	157 352	- 5 209 -3,31
Cotisations			310 000	307 750	2 250 0,73
Autres produits			14	18	- 4 -22,22
Reprise de provisions					
Transfert de charges					
Sous-total des autres produits d'exploitation			498 220	495 434	2 786 0,56
Total des produits d'exploitation (I)			508 471	538 606	- 30 135 -5,59
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Excédent transféré (II)					
Produits financiers					
De participations					
D'autres valeurs mobilières et créances d'actif			15 521	10 714	4 807 44,87
Autres intérêts et produits assimilés					
Reprises sur provisions et dépréciations et transferts de charges					
Différences positives de change			1	1	N/S
Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement					
Total des produits financiers (III)			15 523	10 714	4 809 44,89
Produits exceptionnels					
Sur opérations de gestion			26		26 N/S
Sur opérations en capital					
Reprises sur provisions et transferts de charges					
Total des produits exceptionnels (IV)			26	26	N/S
TOTAL DES PRODUITS (I + II + III + IV)			524 019	549 320	- 25 301 -4,61
(+) Report des ressources non utilisées des exercices antérieurs			36 063	30 313	5 750 18,97
SOLDE DEBITEUR = DEFICIT					
TOTAL GENERAL			524 019	549 320	- 25 301 -4,61



	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Charges d'exploitation				
Achats de marchandises				
Variations stocks de marchandises				
Achats de matières premières et autres approvisionnements	723		723	N/S
Variations stocks matières premières et autres approvisionnements				
Autres achats non stockés	3 058	2 179	879	40,34
Services extérieurs	54 792	62 660	- 7 868	-12,56
Autres services extérieurs	87 467	96 592	- 9 125	-9,45
Impôts, taxes et versements assimilés	2 771	3 532	- 761	-21,55
Salaires et traitements	135 035	136 291	- 1 256	-0,92
Charges sociales	71 766	70 977	789	1,11
Autres charges de personnels				
Subventions accordées par l'association				
Dotations aux amortissements et aux dépréciations				
. Sur immobilisations : dotation aux amortissements	674	1 622	- 948	-58,45
. Sur immobilisations : dotation aux dépréciations				
. Sur actif circulant : dotation aux dépréciations				
. Pour risques et charges : dotation aux provisions				
Autres charges	17	11	6	54,55
Total des charges d'exploitation (I)	391 117	409 926	- 18 809	-4,59
Quotes-parts de résultat sur opérations faites en commun – Déficit transféré (II)				
Charges financières				
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions				
Intérêts et charges assimilées				
Différences négatives de change	0			
Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placements				
Total des charges financières (III)	0			
Charges exceptionnelles				
Sur opérations de gestion				
Sur opérations en capital	86		86	N/S
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et provisions				
Total des charges exceptionnelles (IV)	86		86	N/S
Participation des salariés aux résultats (V)				
Impôts sur les sociétés (VI)	33 204	34 848	- 1 644	-4,72
TOTAL DES CHARGES (I + II + III + IV + V + VI)	424 408	444 774	- 20 366	-4,58
(-) Engagements à réaliser sur ressources affectées	34 813	36 063	- 1 250	-3,47
SOLDE CREDITEUR = EXCEDENT	99 612	104 546	- 4 934	-4,72
TOTAL GENERAL	524 019	549 320	- 25 301	-4,61
Evaluation des contributions volontaires en nature				
Produits				
. Bénévolat				
. Prestations en nature				
. Dons en nature				
Total				
Charges				
. Secours en nature				
. Mise à disposition gratuite de biens et services				

	Exercice clos le 31/12/2024 (12 mois)	Exercice précédent 31/12/2023 (12 mois)	Variation	%
Prestations				
Personnel bénévole				
Total				



Fédération Nationale des négociants en pomme de terre, ail, oignon, échalote et légumes en gros

Annexes aux comptes annuels

Annexes aux comptes annuels

PREAMBULE

Désignation de la société : Association FEDEPOM

FEDEPOM a pour objet, sans toutefois que l'énumération qui suit puisse être considérée comme limitative:

- d'organiser, de promouvoir, de représenter et défendre les intérêts collectifs des professions du négoce et du courtage en pommes de terre et légumes en gros sur les plans matériel et moral au niveau tant national qu'international ainsi que devant toutes juridictions civiles ou pénales, françaises, étrangères ou internationale;
- d'examiner toutes les questions économiques, sociales, professionnelles ou administratives qui intéressent l'ensemble de ses membres;
- de provoquer toutes mesures administratives ou toutes réformes législatives d'ordre général qui lui paraîtront souhaitables, et d'intervenir toutes les fois qu'il sera nécessaire auprès des autorités compétentes;
- de grouper la totalité des professionnels qui rentrent dans le cadre de son activité, ainsi que leurs groupements et Syndicats;
- d'assurer la représentation de l'ensemble de la profession dans les groupements nationaux ou internationaux, dans tous les organismes officiels et auprès des pouvoirs publics;
- de négocier et signer toutes conventions ou accords professionnels ou interprofessionnels;
- de créer, subventionner ou participer à toutes publications utiles à la défense ou à l'information des professionnels;
- de mettre au point et d'assurer l'unification et le respect des règles et usages de la profession;
- de favoriser l'organisation d'arbitrages pour les conflits qui pourraient survenir à l'occasion de l'exercice de la profession;
- de fournir des experts et arbitres tant aux tribunaux qu'aux organisations arbitrales;
- et d'une façon générale d'engager ou de soutenir toutes actions propres à favoriser l'activité de ses membres. Elle pourra, dans le cadre de ses compétences, sans poursuivre de but lucratif et sans remettre en cause le caractère désintéressé de son activité, fournir toutes prestations, y compris à titre onéreux.

L'exercice social clos le 31/12/2024 a une durée de 12 mois.

L'exercice précédent clos le 31/12/2023 avait une durée de 12 mois.

Le total du bilan de l'exercice avant affectation du résultat est de 920 882,46 E.

Le résultat net comptable est un excédent de 99 611,55 E.

Les informations communiquées ci-après font partie intégrante des comptes annuels qui ont été établis le 29/04/2025 par les dirigeants.

EVENEMENTS SIGNIFICATIFS ET FAITS CARACTERISTIQUES DE L'EXERCICE

Nous n'avons pas identifié de fait significatif susceptible d'être mentionné dans l'annexe aux comptes annuels.

PRINCIPES, REGLES ET METHODES COMPTABLES

METHODE GENERALE

Les comptes annuels de l'exercice au 31/12/2024 ont été établis conformément au règlement de l'Autorité des Normes Comptables n°2018-06 du 5 décembre 2018 à jour des différents règlements complémentaires à la date de l'établissement des dits comptes annuels. Les conventions comptables ont été appliquées avec sincérité dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices. Et conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels. La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques. Seules sont exprimées les informations significatives. Sauf mention, les montants sont exprimés en euros.

PRINCIPALES METHODES D'EVALUATION ET DE PRESENTATION

Les principales méthodes utilisées sont les suivantes :

Evaluation des immobilisations incorporelles et corporelles :

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition ou de production, compte tenu des frais nécessaires à la mise en état d'utilisation de ces biens, et après déduction des rabais commerciaux, remises, escomptes de règlements obtenus.

Les intérêts des emprunts spécifiques à la production d'immobilisations ne sont pas inclus dans le coût de production de ces immobilisations.

Les frais d'acquisition des immobilisations à savoir les droits de mutations, les honoraires, les commissions et les frais d'actes sont incorporés (ou sont directement inscrits en charges) dans le coût d'acquisition ou de production de ces immobilisations.

Amortissement et dépréciation de l'actif :

Postérieurement à leur entrée, les actifs font l'objet d'un amortissement et / ou d'une dépréciation.

Les actifs dont l'utilisation par l'entité est déterminable font l'objet d'un amortissement mesuré par la consommation des avantages économiques attendus de l'actif.

Pour l'ensemble des actifs, il est apprécié à la clôture de l'exercice s'il existe un indice externe ou interne de perte de valeur montrant qu'un actif a pu perdre notablement de sa valeur. Si la valeur actuelle d'un actif immobilisé devient inférieure à sa valeur nette comptable, cette dernière est ramenée à la valeur actuelle par le biais d'une dépréciation.

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

Les amortissements sont calculés sur la durée réelle d'utilisation.

Type	Durée
Logiciels informatiques	de 01 à 03 ans
Brevets	07 ans
Agencements, aménagements des terrains	de 06 à 20 ans
Constructions	de 10 à 40 ans
Agencement des constructions	12 ans
Matériel et outillage industriels	05 ans
Agencements, aménagements, installations	de 06 à 10 ans
Matériel de transport	04 ans
Matériel de bureau et informatique	de 03 à 10 ans
Mobilier	de 05 à 10 ans

Créances :

Les créances, dont les créances clients, sont évaluées à leur valeur nominale. Les créances clients font l'objet, le cas échéant, d'une provision calculée sur la base du risque de non recouvrement.

Provisions pour risques et charges :

Des provisions pour risques et charges sont constituées dès qu'un élément du patrimoine a une valeur économique négative pour l'entité, qui se traduit par une obligation à l'égard d'un tiers dont il est probable ou certain qu'elle provoquera une sortie de ressources au bénéfice de ce tiers, sans contrepartie au moins équivalente attendue de celui-ci.

Fonds dédiés sur subventions :

FEDEPOM bénéficie de financements extérieurs pour la réalisation d'actions spécifiques sous forme de subventions d'exploitation. Si à la clôture de l'exercice, la subvention comptabilisée en produit n'est pas utilisée intégralement, le solde restant à réaliser est constaté au passif de bilan dans le compte fonds dédiés. Au cours des exercices suivants, les montants comptabilisés en fonds dédiés sont repris sur la base du rythme de réalisation des engagements d'utilisation de la subvention.

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN ACTIF

Immobilisations

Actif immobilisé	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Immobilisations incorporelles	12 650			12 650
Immobilisations corporelles	38 829			38 829
Immobilisations financières	808	8		808
TOTAL	52 287	8		52 287

Amortissements

Immobilisations amortissables	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Frais d'établissement, de recherche et de développement				
Fonds commercial				
Autres immobilisations incorporelles	12 650			12 650
TOTAL I	12 650			12 650
Terrains				
Constructions				
sur sol propre				
sur sol d'autrui				
Installations générales, agencements				
Installations techniques, matériel, outillages industriels				
Autres immobilisations corporelles				
Installations générales, agencements divers				
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique	37 563	674		38 237
Emballage récupérables et divers				
TOTAL II	37 563	674		38 237
TOTAL GENERAL (I+II)	50 213	674		50 887

Si l'association dispose pour l'exercice de son activité d'immobilisations sans en être propriétaire (prêt à usage, crédit-bail), une information les concernant est à donner si leur importance le justifie.

Fournir une explication en cas de reprise exceptionnelle d'amortissement. Les éléments significatifs ou importants peuvent être précisés.

Etat des créances et charges constatées d'avance

Créances	Montant brut	Echéances jusqu'à 1 an	Echéances à plus d'un an
Créances de l'actif immobilisé:			
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres créances	800		800
Créances de l'actif circulant:			
Créances usagers	109 661	109 661	
Autres créances	9 945	9 945	
Charges constatées d'avance	34 519	34 519	
TOTAL	154 926	154 126	800

Etat des produits à recevoir

Produits à recevoir	Montant
Participations ou immobilisations financières	
Produits d'exploitation	74 200
Subventions/financements	
Autres produits à recevoir	867
TOTAL	75 067

Etat des provisions pour dépréciation des éléments de l'actif

Nature des dépréciations	A l'ouverture	Augmentation	Diminution	A la clôture
Stocks et en-cours				
Comptes de tiers	551			551
Comptes financiers				
TOTAL	551			551

Annexes aux comptes annuels (suite)

NOTES SUR LE BILAN PASSIF

Fonds propres

Variation des fonds propres	A l'ouverture	Affectation du résultat	Augmentation	Diminution ou Consommation	A la clôture
Fonds propres sans droit de reprise					
Dont générosité du public					
Fonds propres avec droit de reprise					
Dont générosité du public					
Ecart de réévaluation					
Dont générosité du public					
Réserves					
Dont générosité du public					
Report à nouveau	575 278	104 546			679 824
Dont générosité du public					
Excédent ou déficit de l'exercice	104 546	-104 546			99 612
Dont générosité du public		99 612			
Situation nette	679 824				779 436
Situation nette dont générosité du public		99 612			
Fonds propres consommables					
Dont générosité du public					
Subventions d'investissement					
Dont générosité du public					
Provisions réglementées					
Dont générosité du public					
TOTAL	679 824				779 436
TOTAL dont générosité du public		99 612			

Analyse des fonds dédiés

Une information relative aux fonds dédiés est donnée dans l'annexe par projet ou catégorie de projet selon les rubriques figurant dans le tableau ci-après comportant les montants suivants :

- les sommes inscrites à l'ouverture et à la clôture de l'exercice en « fonds dédiés » ;
- les reports en fonds dédiés ;
- les fonds dédiés utilisés comprenant les remboursements aux tiers financeurs;
- les transferts entre fonds dédiés ;
- les fonds dédiés correspondant à des projets pour lesquels aucune dépense significative n'a été comptabilisée au cours des deux derniers exercices.

Variation des fonds dédiés	A l'ouverture	Reports	Utilisations : Montant global	Utilisations : Dont remboursements	Transferts	A la clôture : Montant global	A la clôture : Dont fonds à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation Contributions financières d'autres organismes Ressources liées à la générosité du public	36 063		36 063			34 813	
TOTAL	36 063		36 063			34 813	

Les lignes sont à ventiler par projet ou catégorie de projet.

Etat des dettes et produits constatés d'avance

Etat des dettes	Montant total	De 0 à 1 an	De 1 à 5 ans	Plus de 5 ans
Etablissements de crédit				
Dettes financières diverses				
Fournisseurs	8 437	8 437		
Dettes fiscales et sociales	64 893	64 893		
Dettes sur immobilisations				
Autres dettes	22	22		
Produits constatés d'avance	32 000	32 000		
TOTAL	105 353	105 353		

Charges à payer par poste de bilan

Charges à payer	Montant
Emprunts et dettes établissements de crédit	
Emprunts et dettes financières diverses	
Fournisseurs	3 450
Dettes fiscales et sociales	21 883
Autres dettes	
TOTAL	25 333